

Séance ordinaire du lundi 14 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quatorze décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

Absents :

Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL.

Modalités de mise en œuvre de l'astreinte sécurité civile - Modification - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Les délibérations V2017/345 du 3 novembre 2017 et V2018-237 du 26 juin 2018 ont fixé les modalités de mise en œuvre de l'astreinte dédiée à la sécurité civile dans le cadre de la mise œuvre du Plan Communal de Sauvegarde.

Au regard de la réalité opérationnelle liée à la récurrence des événements de sécurité civile et à la succession des dispositifs de crise, et après avis du Comité Technique en date du 3 novembre 2020, il est proposé de faire évoluer l'astreinte existante sur les modalités suivantes :

- Activation : l'astreinte « sécurité civile » reste activée en dehors des heures ouvrées de l'administration dans le cadre du Plan Communal de Sauvegarde en prévision ou en cas de survenance d'un événement de sécurité civile (ex : intempéries avec risque d'inondation, ...) et/ou en prévision d'une manifestation publique de grande importance jugée sensible sur décision du directeur de la Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique (DSTP) et/ou de la Direction Générale des Services ;
- Périodes d'astreintes : l'astreinte « sécurité civile » est proposée « à l'année » dans le cadre du Plan Communal de Sauvegarde (PCS) afin de participer à la gestion d'un événement (majeur) de sécurité civile ou d'une situation de crise survenant sur le territoire de la Ville de Montpellier. Elle reste

réalisée, sous la forme d'une semaine du lundi à 8h30 au lundi suivant 8h30 (en corrélation avec les autres services : astreinte PM, hydro-météo...) ;

- Périmètre des emplois concernés : l'astreinte « sécurité civile » s'adresse en priorité aux cadres des services relevant de la DSTP hors cadres déjà concernés par une astreinte opérationnelle dont le service de Police Municipale et le Centre de Supervision Urbaine.

Les périodes d'astreintes couvriront les événements pour lesquels ce personnel doit être mobilisable et se limiteront à la période nécessaire, en dehors des heures d'ouverture du service, pour gérer ces événements.

Les modalités d'indemnisation et de récupération restent conformes aux dispositions fixées par les délibérations n°2015/592 du 17 décembre 2015, V2017/412 du 23 novembre 2017 et V2018-238 du 26 juin 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les modifications décrites ci-dessus apportées aux modalités de mise en œuvre de l'astreinte sécurité civile ;
- de dire que les crédits sont prévus au budget de la Ville de Montpellier, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18 décembre 2020

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201214-150244-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/12/20
Réception en Préfecture : 24/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.